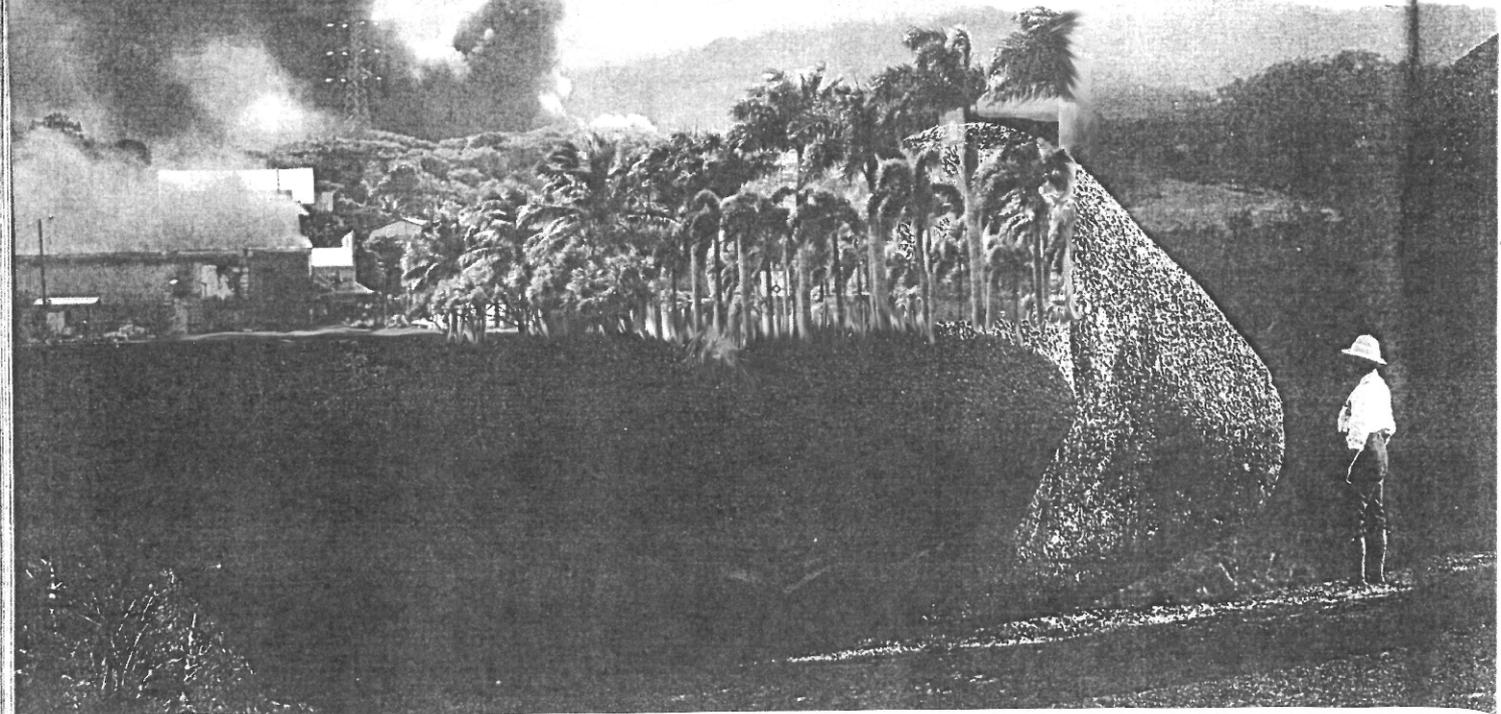


RÉVOLTE DU PROLÉTARIAT EN KANAKY



Depuis le printemps 2024 la révolte qui a éclaté en Nouvelle-Calédonie semble instoppable ! L'Etat français continue sa politique coloniale en annonçant un énième projet de retouche du corps électoral donnant plus de poids politique aux habitants non Kanaks, faisant perdre la majorité aux habitants Kanaks dans le jeu électoral. L'économie de l'île est sous perfusion car avant la révolte, les secteurs du nickel et du logement par exemple étaient déjà profondément en crise. Après les événements de 1984 qui ont embrasé ce territoire stratégique dans la zone du Pacifique, c'est la question de l'indépendance qui ressurgit...

SOMMAIRE:

p.2 - Edito

p.3 - En Kanaky, rien n'est fini...

p.6 - L'insurrection Kanak et l'industrie du nickel.

p.12 - Nouvelle-Calédonie : Deux journées particulières.

p.18 - Kamo!

p.22 - Le cyclone, Louise Michel :

p.24 - Archives

Le blocage du grand Nouméa est l'étincelle qui transforme la révolte en une insurrection de tout l'archipel. En deux semaines la plupart des centres commerciaux, des écoles, des entreprises et centres de formation sont pillés ou détruits par le feu. Une mutinerie éclate dans la prison au sud de l'île et des matons sont pris en otage. Les insurgés volent des voitures en quantité industrielle pour les emmener sur les axes routiers, les démanteler avant de les brûler. Des sabotages sont organisés à l'intérieur des usines de nickel et centres de formations qui orchestrent, des mines jusqu'au port, l'exploitation crasse des prols. Semaines après semaines des barricades sont érigées contre les offensives des militaires et pour maintenir des espaces de lutte !

Les émeutiers font face à une répression colossale et sanglante, avec l'envoi massif de forces mobiles, de blindés et des keufs qui tirent à balle réelle. Des condamnations à la pelle allant jusqu'à 5 ans fermes et quasi 3000 interpellations ; 11 insurgés ont été assassinés par la police. Des Kanaks sont envoyés en taule à 17 000 km de chez eux pour mieux diviser et isoler les prols en lutte. Des milices armées se forment, menées par des vieux colons racistes pour protéger leur quartiers résidentiels de bourges.

Solidarité et rage avec tous les enfermés !

Les organisations indépendantistes (FLNKS, USTKE, UC) appellent au calme en vain, et se dissocient. La revendication reste la même depuis 40 ans, obtenir l'indépendance par la voie institutionnelle en dialoguant avec l'Etat. Leur objectif, tel un bloc de l'ordre, est d'assurer le pouvoir politique en faisant abandonner le projet de loi, maintenir la pression sur le gouvernement français et garantir la sécurité des entreprises kanaks pour préparer l'Etat indépendant de demain. Ils surfent sur la vague de rage et une fois au pouvoir, comme tout gestionnaire, remettront tout le monde au turbin au nom du nouvel intérêt patriotique ! Une grande partie du prolétariat qui s'est soulevée est en rupture avec la proposition démocrate.

La jeunesse kanak, notamment les ouvriers et galériens du "grand Nouméa" industriel, s'organise pour critiquer des conditions de vie toujours plus pourries. Quand tu sais que le prix de la bouffe est 78% plus élevé qu'en métropole, il n'est pas question de négocier ni de faire du compromis. On ne revendique plus, on se sert directement et on attaque l'Etat frontalement. Quand les prolos se soulèvent et n'en ont rien à foutre que telle ou telle direction indépendantiste leur ordonne de rentrer chez eux, c'est qu'ils prennent acte que leurs intérêts ne sont ceux d'aucune bourgeoisie locale.

Liasse réalisée à l'automne 2024

Disponible à Rennes,
square du 8 mai 1945

contacts et organisation
loukanikos_rennes (at) riseup.net

Dans cette liasse vous trouverez 3 articles parus sur le site 'sansnom' (24 mai, 8 juin et 20 juin) qui synthétisent "la presse locale et pas que" ; également des textes plus anciens relatant les prémisses des organisations politiques indépendantistes dans les années 80. Ils permettent de démêler les événements qui ont lieu et de saisir les motivations des franges révolutionnaires des prolétaires sur place, aujourd'hui et hier.

L'objectif ici est de diffuser massivement la lutte des prols qui s'auto-organisent avec force pour s'attaquer à l'Etat et de ne pas la laisser dans l'ombre. Nous voulons créer des liens avec ceux qui partout brisent l'aliénation quotidienne, car nous pensons qu'une révolte qui reste isolée est condamnée à s'essouffler.

EN KANAKY , RIEN N'EST FINI..

trouvé sur <https://sansnom.noblogs.org/archives/21644>

Vendredi 24 mai, dans une Nouvelle-Calédonie placée sous état d'urgence depuis plus d'une semaine par l'Etat colonial français, alors que les autorités mettent inlassablement en avant le lent démantèlement des barrages tenus par des insurgés kanak et le retour à l'ordre à l'aide de l'armée et des troupes d'élite (GIGN, RAID), la situation n'est pas revenue à la normale, loin s'en faut. A titre d'exemple, l'ensemble des vols commerciaux sont annulés depuis le 14 mai et le resteront au moins jusqu'au 2 juin, afin de laisser la priorité de l'aéroport international de La Tontouta aux militaires, aux flics, et à la gestion administrative de l'approvisionnement de l'île, tandis que toutes les écoles ont été fermées sur ordre le 19 mai, avec une rentrée qui n'est pas prévue avant le 17 juin.

De la même façon, toutes les visites des proches aux 133 patients de la clinique de Nouville restent

interdites depuis 10 jours. Après un premier bilan (imagé) des destructions en cours paru ici il y a quelques jours, voici un nouveau point de la situation, forcément partiel.

Selon le Haut-Commissaire -équivalent du préfet, dont le titre jusqu'en 1981 était officiellement celui de « gouverneur »-, 115 policiers et gendarmes ont été blessés depuis le 12 mai (dont trois BAC gravement, lors d'une intervention contre des émeutiers qui pillaient une armurerie, et qui ont dû être évacués vers un hôpital parisien), et 2 gendarmes ont été tués : l'un à Plum le 15 mai alors qu'il était au volant d'une voiture de patrouille en intervention, et le second le 16 mai, par le tir de mitrailleuse d'un collègue alors qu'ils étaient en train d'équiper un véhicule blindé pour partir en mission. Officiellement, 281 personnes ont aussi été placées en garde-à-vue, et 18 incarcérées.

Enfin, un Caldoche a été tué depuis le début du soulèvement (lors de son attaque armée contre un barrage kanak le 18 mai à Kaala-Gomen, au nord de la grande île), mais aussi quatre Kanak : Jybril Salo, un étudiant de 19 ans tué d'une balle dans le dos le 15 mai par des colons loyalistes, sur un barrage dans le

quartier de Tindu à Nouméa. Deux autres Kanak, Chrétien Neregote (36 ans) et une jeune femme, Nassaïe Doouka (17 ans), tués chacun.e d'une balle

dans la tête le 20 mai dans le quartier de Ducos, tirées par un gérant d'entreprise alors qu'ils tentaient de voler un véhicule dans son entrepôt. Auxquels il faut

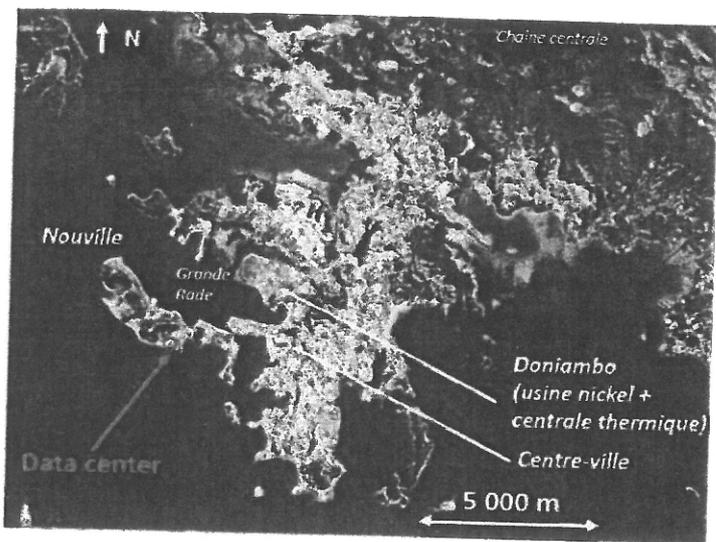
désormais ajouter ce Kanak de 48 ans, assassiné vendredi 24 mai dans le quartier de Koutio (Dumbéa), abattu par un flic hors service qui tentait de forcer un barrage. « L'ordre républicain sera rétabli en Nouvelle-Calédonie quoi qu'il en coûte », avait déclaré il y a quelques jours le Haut-Commissaire Louis Le Franc, en présence du commandant des forces de gendarmerie et du directeur de la police territoriale...

« Une grosse usine de tubes en plastique a été incendiée dans la zone industrielle et commerciale Ducos, au nord de Nouméa, mercredi 22 mai » selon la presse locale. Plus tôt dans la journée, « un data center et une usine du BTP ont été démolis », d'après David Guyenne, le directeur de la chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie (CCI). Par ailleurs, selon les autorités de la ville de Nouméa, la nuit du 21 au 22 mai, « deux écoles et 300 véhicules d'un concessionnaire sont notamment partis en fumée pendant la nuit ».

[Mis à jour : Le 25 mai, la presse locale annonce en outre que 35 colons (souvent des métropolitains) du quartier résidentiel de Kaméré ont dû être évacués par la mer, après que leurs résidences aient été pillées puis incendiées. Mais aussi que le CFA (Centre de formation des apprentis) de la route de Nouville a été entièrement saccagé puis incendié]

Dans la prison de Nouméa, nommée Camp-Est, surpeuplée comme celles de métropole et remplie de prisonniers Kanak, au moins deux mutineries se sont

produites : l'une dès le lundi 13 mai avec trois matons pris en otage vers 14h, qui ont été libérés deux heures plus tard par une intervention du RAID. L'un des matons, « roué de coups et grièvement blessé » a dû être hospitalisé d'urgence. La seconde révolte s'est quant à elle déroulée la nuit du 14 au 15 mai, en se concluant par une intervention de la police nationale contre une cinquantaine de mutins. Près de 90 cellules ont été saccagées et incendiées, conduisant au baluchonnage par voie aérienne de 30 prisonniers vers la seconde prison de l'archipel, située à Koné (au nord).



Quelques infrastructures stratégiques de la ville de Nouméa

Depuis le début du soulèvement, quelques attaques ont aussi touché l'industrie du nickel. Le 15 mai, un groupe d'insurgés s'est introduit vers 22h sur le centre minier de Kouaoua de la SLN (Société Le Nickel), ils ont caillassé copieusement les vigiles pour qu'ils dégagent, puis ont incendié le convoyeur de la mine, nommé serpentine, « un tapis roulant qui descend le minerai de la mine vers le quai de chargement en bord de mer, sur une longueur de 11 kilomètres. » Le feu a consumé l'infrastructure jusqu'au lendemain, les pompiers n'ayant pu intervenir de manière sécurisée. Cette infrastructure minière avait déjà été sabotée de la même manière chaleureuse en 2020.

Ce même 15 mai, sur le parking de l'entreprise *Komatsu*, qui fournit les gros engins miniers, deux d'entre eux ont été incendiés entre le quartier de Montravel et la zone industrielle de Ducos.

Enfin, de façon plus large, non seulement l'ensemble des sites miniers exploités par la SLN sont à l'arrêt depuis plus d'une semaine, parce que « les conditions de sécurité sont trop dégradées pour poursuivre une activité normale » selon un communiqué officiel de la maison-mère *Eramet* du 24 mai, mais c'est surtout son usine de transformation du nickel qui est à risque. Les trois fours de cette usine pyrométallurgique doivent en effet être alimentés en minerai 24h/24 : « Sans une reprise, dans les tout prochains jours, du chargement des minéraliers sur tous nos centres miniers, les fours de Doniambo, par un manque de minerai en qualité et en quantité suffisantes, vont être irrémédiablement endommagés et s'arrêter définitivement de

fonctionner » vient ainsi de prévenir ce même 24 mai l'intersyndicale de la SLN dans un communiqué interne, tandis que la maire de Nouméa a largement insisté sur ce point lors de la visite éclair du Président Macron sur l'archipel le 23 mai.

Au-delà du fait de rétablir la route jonchée de barrages entre Nouméa et l'aéroport international de La Tontouta, voilà certainement un des enjeux prioritaires de l'État français : réassurer la circulation du nickel depuis les cinq mines détenues par *Eramet* jusqu'à l'usine de transformation du Sud. Et on vous passera ici la liste des intérêts d'*Eramet* dans le monde, depuis l'extraction du lithium en Argentine jusqu'à celui du manganèse au Gabon (avec l'ancien directeur local de sa filiale qui y devenu ministre du pétrole depuis 2023 suite à un coup d'État), pour comprendre l'importance de préserver ses intérêts coûte que coûte du côté de l'État français... Une agence cramée de la « Banque de Nouvelle-Calédonie »

Pour évaluer l'ampleur provisoire des dégâts dans le secteur privé, la CCI et le gouvernement calédonien ont formulé plusieurs hypothèses, et ont finalement retenu le 23 mai un scénario médian où les 350 sites industriels et commerciaux détruits jusqu'à présent vont impacter 3 000 emplois, et où le coût des dommages s'élève à 1 milliard d'euros. À titre de comparaison, les destructions matérielles lors des émeutes consécutives à la mort de Nahel, à Nanterre, en juin 2023 avaient coûté la même somme.

Si on prend le secteur de la grande distribution, qui ne

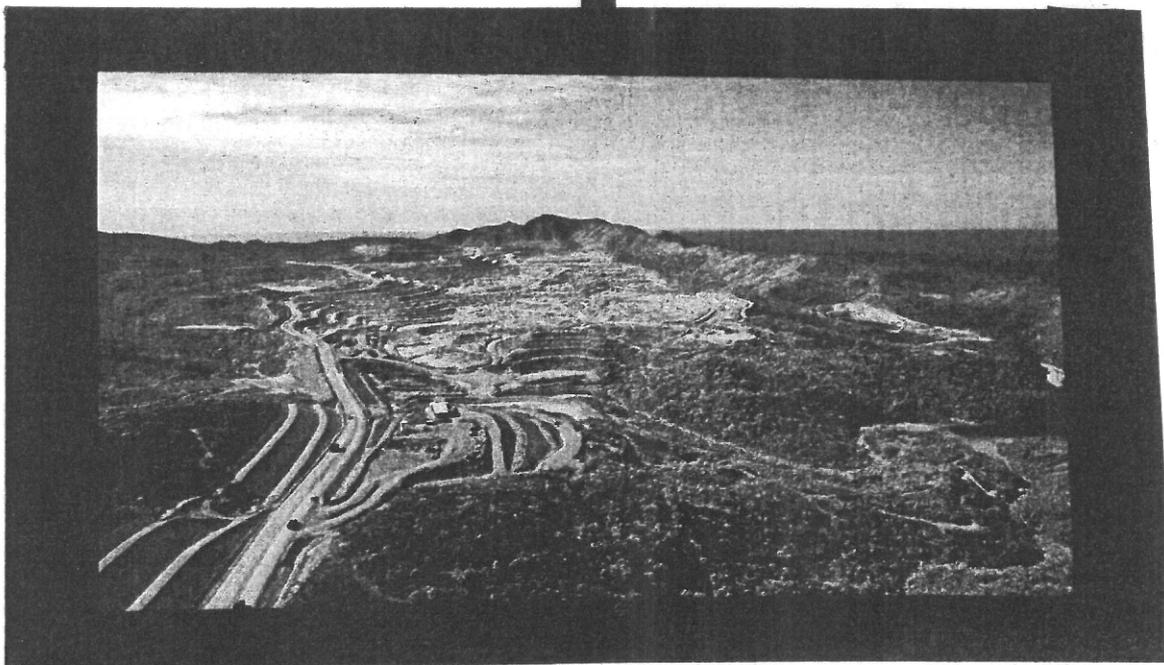
représente qu'une partie des dégâts puisqu'en plus des zones commerciales, les deux grandes zones industrielles de Ducos et Normandie ont également été très touchées, voici quelques chiffres : En Nouvelle-Calédonie, l'enseigne *Carrefour* (via un partenaire franchisé) compte 11 magasins, dont 6 ont été pillés et 4 ont également été incendiés (y compris l'hypermarché du grand centre commercial *Kenu-In*). Du côté d'*Intermarché*, (présent également sur l'île depuis 2016 via son partenaire *Korail*), 7 magasins sur 9 ont été très touchés par les émeutes. Côté *Coopérative U* (ex-*Système U*), l'associé local qui exploite 5 magasins dans l'archipel a vu l'un de ses magasins entièrement brûlé et deux autres pillés. Précisons également qu'à chaque fois ce sont quelques grandes familles qui détiennent en franchise sur place l'ensemble de ces marques de supermarchés (comme d'ailleurs celles d'automobiles ou d'enseignes de sport et de bricolage), sur une île de 270 000 habitants où règne l'économie de comptoir.

Du côté des destructions dans le secteur public, outre les nombreuses caméras de vidéosurveillance détruites, ou les équipements sportifs et culturels endommagés, 35 établissements scolaires ont été pillés, partiellement ou totalement détruits.

Dans le primaire, près de 25 écoles sont concernées, dont trois (Les Pervenches aux Portes-de-Fer, Les Orchidée et Gustave-Lods sur la presqu'île de Ducos) sont « *extrêmement endommagées, si ce n'est quasiment détruites* », annonce Isabelle Champmoreau, la membre du gouvernement en charge de l'enseignement.

Une dizaine d'établissements du secondaire ont également été endommagés dont l'établissement professionnel Petro-Attiti, à Rivière-Salée, où ses quelques 780 élèves devront être redirigés vers d'autres structures, ce qui ne s'avère pas être une mince affaire.

Du côté des collèges, quatre structures ne sont plus en mesure d'accueillir du public, à Auteuil, à Kaméré à Boulari et à Rivière-Salée.



[Synthèse de la presse locale et métropolitaine,
24 mai 2024]

L'INSURRECTION KANAK

ET

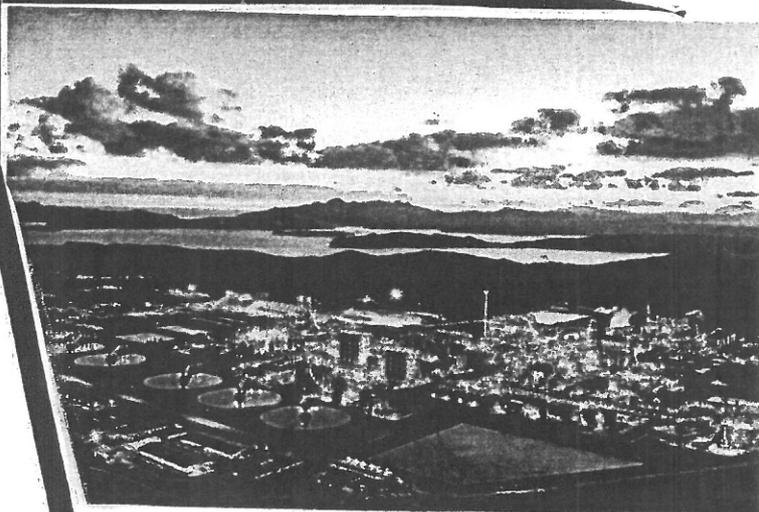
L'INDUSTRIE DU NICKEL

Malgré le volontarisme des autorités coloniales françaises, qui annoncent jour après jour à grand renfort de communiqués un retour à la normale, la situation en Nouvelle-Calédonie est loin d'être réglée quatre semaines après le déclenchement de l'insurrection d'une partie de la jeunesse kanak. Et certains signes ne trompent pas, comme le maintien du couvre-feu (18h-6h) au moins jusqu'au 17 juin, la réquisition de stations-service à destination exclusive des flics et militaires qui vient seulement d'être levée le 8 juin, ou encore le fait que l'aéroport international de La Tontouta reste fermé « jusqu'à nouvel ordre ». Seul l'aérodrome de Magenta est de nouveau ouvert aux vols commerciaux depuis le 5 juin, soit aux vols internes à la Nouvelle-Calédonie vers Lifou, Ouvéa et Maré, et près de 500 touristes français sont ainsi toujours bloqués sur l'île depuis trois semaines. Quant au Nord de la Nouvelle-Calédonie, c'est l'armée qui se charge directement de l'approvisionnement (et donc du rationnement et des priorités) des magasins, en gérant les containers qui arrivent par barge jusqu'à Koné.

A l'heure actuelle, malgré la pression des 3500 flics et militaires envoyés sur place, une partie des barrages sont encore remis en place par des insurgés kanak après leur démantèlement, dans les quartiers de Nouméa ou le long de la route de 50 kilomètres qui mène à l'aéroport, sans oublier parfois de les piéger avec des bonbonnes de gaz ou même de préparer quelques surprises-maison pour les bleus : le 4 juin à Dumbéa, un gendarme est par exemple tombé au fond d'une bouche d'égout, en marchant sur des branchages placés dessus afin d'en masquer l'ouverture. « D'une profondeur de 1m20, des fers à béton de 2 mm de diamètre avaient été positionnés au fond à la verticale pour créer des pieux. Le gendarme s'est empalé au niveau d'une jambe et un pieu métallique s'est infiltré entre le gilet pare-balles et le gilet de corps qui a été percé mais sans pénétration, grâce à la plaque en kevlar ».

Au total, sur cet archipel de 270 000 habitants, ce sont 212 policiers et gendarmes qui ont été blessés depuis le 13 mai, mais aussi un nombre important de Kanak que les autorités se refusent officiellement à comptabiliser, mais dont on sait qu'il est important et de façon parfois très grave : plusieurs insurgés ont perdu un œil ou ont les os du visage fracassés suite à des tirs policiers de flash ball, d'autres présentent des blessures par balles et sont dans le coma.

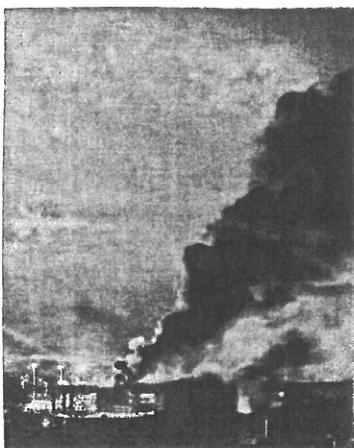
Deux exemples récents : le 29 mai à Dumbéa vers 20h, lors de l'attaque d'un barrage par les flics, ces derniers essuient de nombreux jets de pierre mais aussi un tir de fusil. Le GIGN réplique et tire six fois « vers » le tireur. Un insurgé est grièvement blessé : « *En dépit d'une intervention chirurgicale, son pronostic vital est toujours engagé, les constatations médico-légales faisant état de la présence de deux projectiles, l'un au niveau du thorax et l'autre à l'épaule* ».



Puis le 3 juin vers 16h au col de la Pirogue, au niveau du barrage de la tribu de Saint-Laurent, sur la route stratégique menant à l'aéroport international, les gendarmes ouvrent le feu sur des insurgés kanak (qui d'après les pandores auraient d'abord tiré sur leur véhicule) : l'un se prend une balle dans l'épaule, et un autre dans la tête. On a appris samedi 8 juin que ce dernier, Lionel Païta, était décédé à l'hôpital, portant à huit le nombre de morts sur le territoire (cinq Kanak dont deux originaires de Canala, une de Maré, un de Poindimié, un de Païta / un caldoche à Kaala-Gomen qui avait tiré contre un barrage / deux gendarmes, dont un tué par un collègue).

Inutile de dire que dans une telle situation, de folles rumeurs tournent sur le nombre de « disparus » bien au-delà des 8 morts officiels, tandis que les prisons de Nouméa et de Koné se remplissent à ras bord et que des prisonniers Kanak sont déportés en Polynésie et à Fresnes, le bilan officiel annonce 726 gardes à vue, 115 renvois devant le tribunal et 60 mandats de dépôts depuis le 13 mai.

Pour le dire rapidement, la Nouvelle-Calédonie possède un quart des réserves mondiales de nickel, exploitées dans des mines à ciel ouvert, pour alimenter trois usines de transformation pyrométallurgiques. Les deux premières produisent du ferronickel, un mélange de qualité moindre qui sert à l'acier inoxydable, et la troisième du nickel de qualité batteries (destiné essentiellement à Tesla depuis 2021).



La première usine (Koniambo Nickel, KNS), celle aux mains des indépendantistes kanak dans le nord, est à l'arrêt depuis février 2024 et le retrait de son actionnaire de référence, le géant suisse du négoce des matières premières Glencore. L'activité est depuis uniquement concentrée sur le maintien de l'intégrité des fours (si le four d'une usine métallurgique s'arrête en n'étant plus alimenté en minerai ou en électricité, non seulement cela peut l'endommager définitivement si l'arrêt est brusque, mais il faut aussi des mois pour le redémarrer).

La seconde usine, celle historique de la SLN fondée en 1880 (Société Le Nickel, propriété à 56% du groupe français Eramet, lui-même détenu à 27% par l'État français) située à Doniambo, était déjà en cessation de paiement avant l'insurrection, et maintenue artificiellement en vie grâce au prêt de l'État de 60 millions d'euros en février dernier. De plus, Eramet souhaite elle aussi se débarrasser de ses activités de métallurgie en Nouvelle-Calédonie, notamment depuis qu'elle exploite la plus grosse mine de nickel au monde de Weda Bay, sur l'île d'Halmahera (Indonésie) au beau milieu de forêts primaires, et qu'elle vient d'obtenir de gigantesques concessions d'extraction de lithium au Chili et en Argentine. En Kanaky, avec l'ensemble des cinq sites miniers qui l'approvisionnaient bloqués depuis quatre semaines, tandis que son stock de minerai a fini par s'épuiser, sans parler des émeutes qui se déroulaient à quelques centaines de mètres de son usine, c'est elle qui est l'objet de plusieurs opérations contre-insurrectionnelles de l'État français.

Quant à la troisième usine, dite du Sud et située à Goro, propriété du consortium Prony Resources, elle est également en cessation de paiement, et ne survit que grâce à un prêt de l'État français de 140 millions d'euros accordé en mars. Son actionnaire de référence, le négociant suisse Trafigura, souhaite revendre ses parts depuis des mois, et le fameux « contrat du siècle » signé en 2021 avec Tesla est bien loin déjà. Comme pour la SLN, les activités de Prony Resources sur mine comme à l'usine sont arrêtées depuis le début de l'insurrection, même si son procédé hydro-métallurgique est différent de celui des deux autres usines de l'archipel.

Au fond de cette insurrection de la jeunesse kanak, en plus de la colonisation, du racisme, de l'humiliation et de la galère, se trouve donc également l'enjeu du nickel, dont les usines pyrométallurgiques qui fournissent toute la richesse artificielle de l'île (90 % des exportations de l'archipel et 25% des emplois) étaient déjà quasiment en faillite ou en stand by avant le soulèvement. Ce qui concerne d'ailleurs l'ensemble des trois principales forces en présence sur l'archipel, avec l'usine du Nord (kanak), du Sud (loyaliste) ou de l'État (SLN). En dix ans, l'Indonésie est en effet passée de 0 à 55 % de la production mondiale de nickel (contre actuellement 5 % pour la Nouvelle-Calédonie) avec des capitaux chinois, ce qui a fait s'effondrer les cours de près de 43% rien qu'en 2023, grâce à une main d'œuvre et un prix de l'électricité aux coûts imbattables.

L'épopée du nickel

A la fin des années 60, sur la base de l'expansion des dernières années, l'impérialisme avait fait des projets grandioses pour l'exploitation du nickel de Calédonie. Il avait été prévu pour 1975 une production cinq fois supérieure à celle de 1970. La "Société le Nickel" (SLN) filiale 50/50 du groupe IMETAL et de ELF se lance dans de grands investissements pour doubler sa capacité de production. Entre 1975 et 1980, elle passe de 75 000 tonnes à 46 000 tonnes. Le nickel, composant des aciers spéciaux mais concurrencé par le chrome, est en crise. Aujourd'hui, c'est 20 000 chômeurs sur 50 000 actifs que l'on compte, pour une population de 140 000 habitants, mais les Mélanésiens retournant dans leur communauté ne sont en général pas comptabilisés. Quant à la SLN, elle emploie aujourd'hui 2800 personnes. En 1979, elle en employait encore 3500 et son objectif aujourd'hui est de tendre vers 2200 personnes.

Face à cela, l'Etat tente depuis des mois de redresser une colonie qu'il ne veut lâcher à aucun prix, en tentant de négocier avec le gouvernement calédonien (composé des partis loyalistes comme indépendantistes, et dirigés par ces derniers) un « Pacte nickel » à 200 millions d'euros de subventions sur le coût de l'énergie, avec pour contrepartie que les usines s'engageraient à fournir en priorité le marché européen des batteries pour véhicules électriques ; que ce gouvernement local augmente fortement les impôts ; qu'il autorise l'exportation de beaucoup plus de minerai brut ; et qu'il restitue provisoirement la compétence du code minier à l'Etat.

En somme, ce « Pacte nickel » qui a connu huit moutures depuis novembre 2023 et n'est toujours pas signé, est un projet visant à intensifier l'extractivisme du nickel à destination de la métropole, qui transformerait la Kanaky en un territoire purement minier, définitivement enchâssé dans un cadre néo-colonial. A l'inverse des fameux accords de Nouméa de 1998, censés acheter la paix sociale, et qui prévoyaient d'utiliser la rente minière pour favoriser le développement de la Nouvelle-Calédonie jusqu'à sa possible indépendance (d'où les trois référendums sur cette dernière de 2019 à 2021, la cession de mines et d'une usine à la bourgeoisie kanak, et la création d'un gouvernement local).

Lorsque la situation a explosé le lundi 13 mai à l'occasion du blocage du grand Nouméa, après six mois de mobilisations contre le dégel du corps électoral (dont des manifestations de 3000 personnes fin novembre, 5000 le 25 février, 15 000 le 28 mars et 60 000 personnes le 13 avril), les politiciens kanak ont rapidement perdu tout contrôle, et ont non seulement appelé au calme, mais aussi condamné les actes des insurgés.

Le « Pacte nickel » vient donc heurter à la fois les politiciens

kanak qui misaient sur cette ressource pour fonder leur indépendance économique (en mode "L'Etat veut nous voler notre nickel"), à la fois la jeunesse kanak urbanisée qui dénonçait déjà les politiciens corrompus et qui ne voit jamais la couleur de tout le fric déversé sur l'archipel, ou encore les collectifs de kanak en tribu qui constatent de plus en plus les ravages engendrés par l'intensification de l'extractivisme (sur la pollution des rivières, la santé ou les glissements de terrain), et commencent à prôner une indépendance qui chasserait l'Etat français mais aussi les mines.

On comprend dès lors pourquoi le vote au Sénat le 2 avril puis à l'Assemblée le 15 mai du dégel du corps électoral néo-calédonien (bloqué depuis 1998), ayant pour conséquence de pérenniser numériquement la colonisation de l'archipel, a pu être l'étincelle d'une insurrection qui a dévasté méthodiquement commerces et industries de la capitale de l'île. Détruisant 570 entreprises et provoquant plus de 1,5 milliard d'euros de dégâts directs, selon le dernier bilan du haut-commissaire (préfet) Louis Le Franc, rendu public le 7 juin.

Face aux groupes de jeunes kanak mobiles, autonomes, pillers et destructeurs, c'est au nom de la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain) que Christian Tein a lancé un appel au calme dès le 14 mai sur la radio indépendantiste Radio Djido : « J'en appelle à l'ensemble de nos jeunes de lever le pied. De rester là où ils sont, sur les

bords [de route], organisés, structurés. La CCAT n'a jamais appelé à piller les magasins », tout en sollicitant également les parents pour « ne pas laisser [les jeunes] partir dans tous les sens. » Une ligne qui ne variera pas, si bien que le 15 mai dans un communiqué, cette cellule précisera « notre combat pour la Kanaky libre sera long et semé d'embûches, aussi la CCAT appelle tous les citoyens mobilisés sur le terrain à l'apaisement et au respect des consignes », et idem le 31 mai où elle ajoutera encore que « la CCAT n'a jamais appelé à la violence, au saccage ou à nuire aux personnes... [Elle] ne cautionne pas les actes de vandalisme. Ces actes ne doivent pas ternir notre lutte pour le bien de tous les citoyens du Kanaky. »

DANS LE PROLÉTAIRE

N° 370 /

L'usine fonctionne au tiers de sa capacité de production. L'épopée du nickel s'est brutalement cassée les dents sur la crise internationale. L'exploitation des richesses sous-marines devient dès lors le prochain objectif de tous les requins de la finance, même si son exploitation n'est pas encore parfaitement maîtrisée. Préparer l'avenir, cela aussi c'est "gérer" le capitalisme. C'est ce que Giscard avait clairement annoncé lors de son voyage en 1979 : " Les populations de Polynésie et de Nouvelle Calédonie ne comprendraient pas que ces richesses potentielles soient exploitées par d'autres que la France". Il était donc clair qu'il pensait au Japon ou à la Corée et il était évident pour lui que les populations locales n'avaient aucun droit sur leur propre richesse. La France éternelle, seule, pouvait pourvoir à leur bonheur. ●

Mais revenons au 14 mai, puisque ce même jour Daniel Goa, président du principal parti indépendantiste du FLNKS, l'Union calédonienne (UC, par ailleurs à l'origine de la CCAT en novembre 2023), a également publié son communiqué, dans lequel il appelait « notre jeunesse à garder son calme, à faire preuve de patience et à cesser toutes exactions, tous pillages qui ne nous honorent pas. Ce n'est pas cela la dignité et la liberté... Les pillages orchestrés cette nuit sont notre déshonneur et ne servent aucunement notre cause et notre combat, au pire ils le retardent... Ce n'est pas cela le visage d'un Kanak. Nous ne volons pas chez nous, nous sommes dignes. A tous les chefs d'entreprise touchés dans leur chair, leurs biens, leurs projets de faire vivre le Pays, je leur apporte notre entier soutien, toute notre compassion et notre grande désapprobation. Les outils de travail doivent être sanctuarisés. »

Le 14 mai également, Louis Mapou, membre du deuxième principal parti indépendantiste du FLNKS, le Palika (Parti de libération kanak), et président du gouvernement local de la Nouvelle-Calédonie depuis 2021, a lui aussi appelé dans un communiqué « au calme et à la raison », ajoutant que « toutes les raisons des mécontentements, des frustrations et des colères ne sauraient justifier de mettre à mal ou de détruire ce que le pays a pu construire depuis des décennies et d'hypothéquer l'avenir. »

Enfin, rajoutons que même les autorités kanak traditionnelles s'y sont alors mises en vain, comme le Sénat coutumier présidé par Victor Gogny, qui sortait son communiqué solennel, dans lequel il enjoignait qu' « il est impératif que la jeunesse fasse preuve de retenue et de civisme, et privilégie le dialogue et la concertation pour exprimer ses revendications et ses aspirations légitimes. » Vite rejoint d'ailleurs par le Conseil national des chefs (Inaat ne Kanaky, créé en 2022), toujours le 14 mai au lendemain de la première nuit insurrectionnelle, venu à son tour « appelle[r] la jeunesse au calme, à la sagesse et au respect des consignes données par les responsables ». Et pour conclure, c'est directement le FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) qui a sorti le 15 mai sa propre position sur l'insurrection en cours, qui est pour le moins explicite sur son rôle de co-gestionnaire de la colonie depuis les accords de Matignon (1988) puis de Nouméa (1998) : « Le FLNKS, engagé dans le développement économique et social du Pays déplore les actions perpétrées contre les entreprises et apporte son soutien aux chefs d'entreprises et salariés impactés... Il appelle à la levée des barrages pour permettre le libre accès de la population aux produits, services et besoins de premières nécessités. Cet appel est également adressé à l'ensemble des autorités politiques, coutumières de ce pays afin que chacun là où il est, contribue à ramener la sérénité et le calme auprès de nos populations. »



Une demande entendue par des membres du CCAT qui faut d'avion pour pouvoir rentrer au pays, tenaient ce même 15 mai un meeting au CICP de Paris, lors duquel Romuald Pidjot, secrétaire adjoint de l'Union calédonienne, a précisé que « le rôle de la CCAT sera d'essayer de calmer ces jeunes mais on aura besoin de l'aide de l'État », tandis que Rock Haocas (responsable du syndicat USTKE et coordinateur général du Parti travailliste, l'autre grande composante du CCAT) ne pouvait que déplorer : « La guerre urbaine, ce n'est pas ce qu'on a voulu, mais les jeunes sont arrivés à un stade qu'on ne contrôle plus. On est dans une phase de rupture, et ce n'est pas faute d'avoir averti ».

Depuis le début de l'insurrection, on pouvait légitimement se demander ce qu'il en était de la situation des mines et usines de nickel en matière de sabotages (ou pas). En dehors de la capitale Nouméa, constellée de barrages, de pillages et d'incendies provoqués par de jeunes insurgés kanak, qu'en était-il par exemple « en brousse » et « en tribu », où vit la moitié de la population kanak ? Même si on se doute bien que les informations ont du mal à filtrer, il semble que ce soient principalement les structures minières de la SLN (soit de l'Etat) qui aient été attaquées, mais aussi celle de Prony Ressources (soit l'usine du Sud des loyalistes) :

- à Kouaoua, toujours sur la côte Est, convoyeur du minerai jusqu'au quai de chargement de la baie, nommé « la serpentine » et long de 11 kilomètres, avait subi son douzième incendie en dix jours, le 1er juin dernier.

- à Houailou, un village de la côte Est, le Centre de Formation aux Techniques de la Mine et des Carrières (CFTMC) situé sur la mine de Poro, a été réduit à néant : « Tous les outils de formation, engins miniers, salles de cours, simulateurs de conduite ont été saccagés, vandalisés et brûlés. » Il formait les jeunes souhaitant travailler dans le secteur minier.

- à Nouméa, dès le 9 mai vers 4h du matin, le vigile positionné sur le quai avait été calmé par des inconnus, avant que les amarres du ferry Prony Express dédié au transport des employés de l'usine Prony Ressources ne soient sectionnées. La vedette maritime était alors partie à la dérive. Puis à Goro, situé au sud de l'île à 1h30 en voiture de la capitale, le 23 mai c'est directement l'usine de Prony Ressources qui a été attaquée et a perdu deux véhicules. Depuis, elle est gardée jour et nuit par 35 vigiles du groupe de sécurité privée Erys, mais le complexe industriel et minier est encore loin de pouvoir redémarrer, et a même déclenché le 7 juin son « Plan particulier d'intervention » (PPI), un programme visant à renforcer sa sécurité face aux menaces extérieures. En l'occurrence, « les perturbations actuelles nous ont contraints à arrêter nos opérations. Nous faisons face à une interruption de l'approvisionnement en eau brute depuis le lac de Yaté mais également, depuis le 4 juin, nous ne sommes plus alimentés en électricité » a détaillé le géant industriel il y a quelques jours, sans oser parler de sabotages...

- à Thio, sur la côte Est, le convoyeur à bandes (sorte de tapis roulant) de la mine de nickel qui permet de charger les minéraliers au bord de mer a été endommagé. Les mines du Plateau et du Camp des Sapins ont également été attaquées avec des pillages et des destructions.

- à Népoui, un village situé au centre de la côte Ouest, un minéralier est arrivé le 2 juin de toute urgence, afin de charger 19 000 tonnes de nickel à ramener illico vers Nouméa, afin d'approvisionner l'usine SLN de Doniambo qui

avait fini ses trois semaines de stocks, et risquait que ses fours soient « irrémédiablement endommagés ». Sauf que patatras, au beau milieu de la nuit une partie du convoyeur a été incendié, touchant une centaine de mètres du tapis-roulant. Résultat, le minéralier chargé est arrivé à bon port avec un jour de retard (le 4 juin), sachant que l'usine de Doniambo a désormais besoin de recevoir un tel bateau tous les trois à quatre jours pour fonctionner. Depuis, la SLN a envoyé un second minéralier, mais cette fois beaucoup plus au nord (du côté de la mine de Tiébaghi, à Koumac), en souhaitant que les jeunes kanak lui soient moins hostiles.



Pour qu'une insurrection ne meure pas, elle a par exemple besoin d'approfondir et de dépasser ses contradictions internes, mais aussi d'oxygène, de beaucoup d'oxygène. A chacun.e, ici, au sein de la métropole coloniale française qui est en train d'écraser les insurgés kanak qui n'ont pas encore baissé les bras (ni les armes), de lui en donner un maximum. Par solidarité, ou tout simplement par haine de son propre Etat...

NI PLEUR
NI LARMES
LA LUTTE
CONTINUE



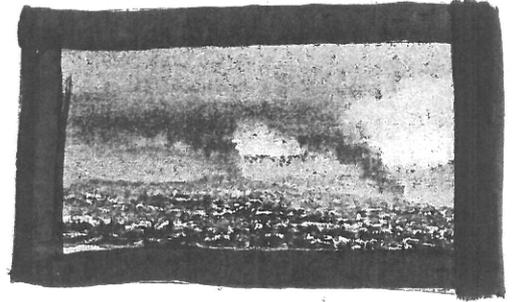
Les émeutiers

L'Etat français

NOUVELLE-CALEDONIE



Décidément, depuis le début de l'insurrection kanak du 13 mai dernier, le moins que l'on puisse dire, est que si les jours (et les nuits) se suivent, ils ne se ressemblent pas. Plutôt que de revenir en détail sur tout ce qui s'est passé depuis le dernier article publié ici, nous avons choisi de nous attarder sur deux journées : le 17 juin avec sa rentrée scolaire incandescente, et le 19 juin avec l'arrestation de 11 personnes présentées comme des leaders de la *Cellule de coordination des actions de terrain* (CCAT). En commençant par les événements survenus hier matin.



19 juin, 6h. Arrestation de onze responsables de la CCAT
- VOIR LE COMMUNIQUE DE L'UNION CALEDONIENNE



Mercredi 19 juin en fin de matinée, une tension sourde a soudain envahi les rues de Nouméa, dans une normalité patrouillée par 3500 flics et militaires, et sous couvre-feu permanent depuis six semaines (désormais à partir de 20h au lieu de 18h). Dès que la nouvelle de l'arrestation de plusieurs responsables de la CCAT a commencé à se répandre, les craintes de représailles sont en effet montées en flèche dans la population loyaliste de la capitale. Nombre d'entre eux se sont rués sur les stations essence pour faire le plein, puis ont massivement regagné leur domicile, provoquant des embouteillages monstres. Les structures d'accueil pour enfants ont appelé d'urgence les parents, afin qu'ils viennent récupérer leur progéniture. La plupart des commerces ont baissé leurs rideaux. La *Poste* (OPT) et les trois grandes banques (BCI, BNC et *Société Générale*) ont fermé l'ensemble de leurs agences jusqu'à nouvel ordre dans tout l'archipel. Et les principales structures administratives de Nouméa, à l'image de la mairie, ont également clos leurs portes pour le reste de la journée.

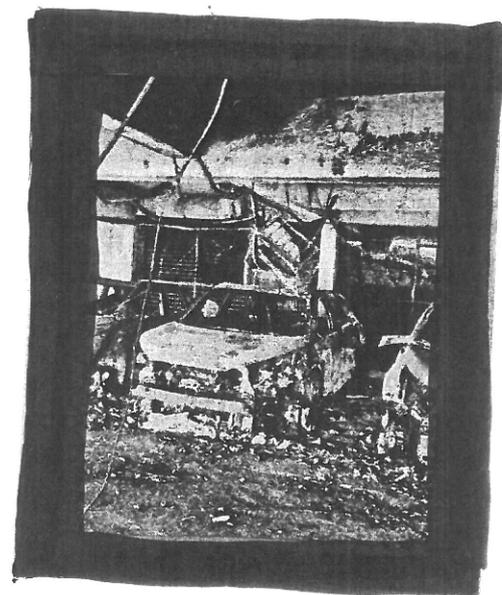


DEUX JOURNEES PARTICULIERES

En quelques heures à peine, les rues de Nouméa sont rapidement devenues « aussi désertes qu'aux premiers jours des violentes émeutes contre la réforme du corps électoral, mi-mai », selon les mots d'un journal du soir. Car pendant que tout ce beau monde retenait son souffle, de vives discussions animaient une fois de plus les barrages (plus filtrants que bloquants) tenus par les insurgés kanak, à propos du fameux « que faire ? », mais aussi des tentatives d'endiguement de leur colère. Si le parti indépendantiste *Union Calédonienne* a par exemple immédiatement dénoncé cette vague répressive, son communiqué appelait également dès la fin de matinée « l'ensemble des relais CCAT ainsi que notre jeunesse au calme et à ne pas répondre à la provocation. Tant sur le terrain que sur les réseaux sociaux ».

Quant à la Cellule de coordination des actions de terrain/Nationale, elle transmettait le soir même aux groupes locaux un communiqué disant peu ou prou la même chose, tout en faisant le tour des barrages pour tenter de convaincre les jeunes d'organiser plutôt des bingos de solidarité afin de récolter des sous pour les prisonniers : « Concernant les arrestations, tous les militants engagés dans la CCAT étaient préparés à cette éventualité, et cela fait partie de l'engagement de chacun d'entre nous. La CCAT appelle l'ensemble des militants indépendantistes à ne pas répondre à cette nouvelle provocation, à démontrer notre détermination et à ne pas tomber dans cette manœuvre coloniale d'un autre temps. »

La nuit du 19 au 20 juin pourtant, de nombreux insurgés de Nouméa n'ont une fois encore pas respecté les consignes des dirigeants indépendantistes kanak, en se lançant vaillamment dans la bataille, renforçant ou remontant ici les barrages, et affrontant là des flics en surnombre. Tant et si bien que le représentant de l'Etat français déplorait dans son bref communiqué matutinal quotidien, que « des troubles à l'ordre public sur Nouméa, notamment à Magenta, et le Grand Nouméa ont nécessité de nombreuses interventions des forces de l'ordre », annonçant même que le « dispositif de sécurité renforcé » resterait en vigueur toute la journée du 20 juin. Quant aux zones en dehors de la capitale, dans le Nord la CCAT a mis en place un barrage peu filtrant sur la route Poya-Népoui, et dans le Sud, à Yaté, elle a bloqué l'accès à la centrale hydroélectrique d'Enercal ainsi qu'à la mairie du village, en exigeant la libération des 11 arrêtés.

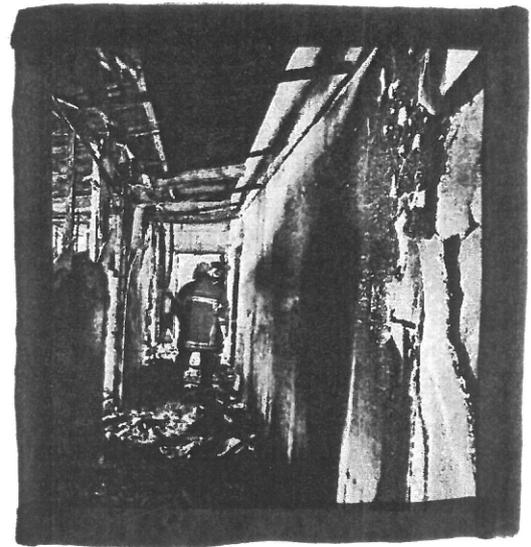


En Nouvelle-Calédonie, le calendrier scolaire annuel

prévoyait des vacances du 1er au 16 juin, mais elles ont commencé quelques semaines plus tôt, avec le début de l'insurrection du 13 mai suivi du placement de l'archipel sous état d'urgence (du 13 au 28 mai). Plus d'un mois est passé, et les autorités ont décidé qu'il était vraiment temps de rouvrir « progressivement » les écoles et collèges à partir du lundi 17 juin (sachant qu'il n'y a plus de transport scolaire ni de cantine partout), puis les lycées la semaine suivante, et l'université à partir de juillet. Mais sur une partie du territoire seulement,

puisque tous les collèges et lycées publics de province Nord (à majorité kanak) restent fermés jusqu'à nouvel ordre.

Commençons donc par effectuer un petit tour du côté des destructions d'établissements en Province Sud (celle de Nouméa), puisque si les commerces, entreprises et industries ont été largement concernées par les pillages et incendies volontaires, il n'y avait pas de raison à ce que les structures de préparation à l'esclavage salarié soient épargnées. Au total, selon la vice-présidente du gouvernement calédonien en charge de l'enseignement, **une vingtaine d'écoles ont été « très dégradées »**, notamment sur Nouméa : Gustave Lods et Les Orchidées à Logicoop, Les Pervenches à Portes-de-Fer, etc. Et **une dizaine d'établissements du secondaire ont été « totalement détériorés »** sur le Grand Nouméa : le lycée Petro Attiti à Rivière-Salée, les collèges de Kaméré, d'Auteuil et de Boulari, ou « **partiellement abîmés** », ceux de Portes-de-Fer, Tuband, Rivière-Salée, Dumbéa-sur-Mer, et Saint-Pierre Chanel dépendant de la Ddec (*Direction diocésaine de l'enseignement catholique*), au Mont-Dore.



Du côté des établissements d'enseignement professionnel, ont été notamment détruits ou entièrement saccagés l'*Institut de formation des professions sanitaires et sociales* (IFPSS, connu comme l'école d'infirmières) de Nouville qui accueillait 200 étudiants, le *Centre de Formation aux techniques de la Mine et des Carrières* (CFTMC) à Poro en Province Nord, le *Centre de formation des apprentis* (CFA) de Nouville qui accueillait 250 apprentis, mais aussi le lycée pro Pédro-Attiti déjà cité, situé dans le quartier de Rivière-Salée et qui accueillait 780 élèves. C'est ce dernier qui a particulièrement fait l'actualité en cette rentrée partielle, puisqu'il ne pourra pas rouvrir avant 2025, et nous a même valu dans la presse locale un commentaire lumineux de son proviseur, Jean-Luc Barnier. Ce grand génie du progrès n'a en effet rien trouvé de mieux que d'y traiter les jeunes émeutiers kanak d'individus privés « de la moindre once d'humanité », c'est-à-dire concrètement de barbares à civiliser, parce qu'ils ont osé ravager son usine à produire de la chair à patrons : « *Les moindres recoins du lycée professionnel Pédro-Attiti ont été méthodiquement pillés, saccagés, détruits et même incendiés... Tous les écrans d'ordinateur, les photocopieurs, même les mannequins qui servaient à la filière d'aide à la personne ont été démembrés. Je ne comprends pas. Il n'y a plus une once d'humanité chez ceux qui ont causé ces ravages.* » (LNC, 17 juin)

Sur les arrestations proprement dites

En réalité, tout avait commencé la veille, mardi 18 juin, avec la publication dans la presse d'une très officielle « Lettre du Président de la République aux calédoniens ». Derrière le bla bla de Macron à propos de la future « constitution d'un nouveau contrat social calédonien », chacun avait pourtant compris que le paragraphe le plus important était le suivant : « J'attends aujourd'hui la levée ferme et définitive de tous les barrages et la condamnation des violences sans faux-semblants. La situation dans laquelle la Nouvelle-Calédonie a été réduite par quelques-uns demeure inadmissible, et ceux qui l'ont encouragée devront répondre de leurs actes ».

Dès le lendemain à l'aube, les enquêteurs de la Section de recherche de la gendarmerie de Nouméa, appuyés par la *Sous-direction antiterroriste (SDAT)* et le *Groupe interministériel de recherches de Nouméa (GIR)*, dont beaucoup de membres sont arrivés de métropole par avion militaire au début de l'insurrection, ont décidé de présenter l'addition à la CCAT. Dans un premier temps, sept personnes ont été arrêtées dans différents quartiers de Nouméa vers 6h par le GIGN et le RAID, tandis que les locaux de la CCAT situés au siège du journal de l'*Union Calédonienne (UC)*, dans le quartier de Magenta à Nouméa, étaient aussi perquisitionnés.

Quant aux autres personnes recherchées, une a été interpellée vers 16h au volant de sa voiture, et les trois autres ont contacté d'elles-mêmes la gendarmerie au fur et à mesure, dont Christian Tein (dit « Bichou »), régulièrement présenté par les autorités comme un de ses principaux leaders. Les 11 personnes sont désormais en garde-à-vue à la caserne Meunier, pour une durée qui peut aller jusqu'à 96 heures, accusées au titre d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet quatre jours après le début de l'insurrection, pour : « association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime ou d'un délit, vols avec arme et en bande organisée, destruction de biens par incendie en bande organisée, complicité par instigation des crimes de meurtre et tentative de meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique, et participation à un groupement formé en vue de la préparation d'actes de violences sur les personnes et de destructions de biens. »

Enfin, en matière répressive, les chiffres actualisés au 19 juin par le parquet concernant les d'audiences dites de *comparution immédiate exceptionnelle* qui se déroulent quotidiennement, sont les suivants : **1102 gardes à vue, 164 défèrements, 94 personnes jugées en comparution immédiate et 73 personnes incarcérées.** Encore une fois, ces chiffres sont à replacer dans le contexte d'un archipel peuplé de 112 000 kanak (sur 270 000 habitants), et chacun.e peut sortir sa règle de trois pour se faire une idée de l'équivalent en métropole.

Malgré l'ensemble des dégâts causés à différents établissements,

la ville de Nouméa se montrait plutôt optimiste pour cette rentrée du 17 juin, en souhaitant rouvrir 22 écoles sur les 46 qui existaient avant le mois de mai. Un chiffre qui a cependant vite diminué, puisque de nouveaux incendies la nuit du 15 au 16 dans le quartier de Tuband l'ont contrainte à annuler la rentrée pour l'école Ernest-Risbec, et que l'incendie du bâtiment où était stocké le matériel pédagogique de l'école primaire François Griscelli la nuit du 16 au 17 juin, a également réglé la question dans le quartier de la Vallée du Tir.

Mais ce n'est pas tout, puisque les autorités qui avaient péniblement réussi à réaffecter 300 élèves du lycée professionnel Pétro-Attiti de Nouméa vers d'autres établissements restés intacts, ont encore perdu quelques moyens supplémentaires : dimanche 16 juin vers 19h, le bâtiment du lycée professionnel Jean XXIII de Païta abritant le matériel pédagogique et un container avec toutes les tenues des élèves ont été incendiés. Conclusion de la vice-présidente du gouvernement calédonien en charge de l'enseignement ?

« Attaquer les établissements scolaires, quelles que soient les idées que l'on défend, est quelque chose d'inacceptable. Et si on devait perdre encore un nouvel établissement de cette ampleur, nos possibilités de redéploiement (des élèves) deviendraient quasiment impossibles. »

Et pour finir, du côté des îles Loyautés où les choses pouvaient sembler plus calmes jusqu'à présent, en cette même veille de rentrée scolaire, un incendie volontaire a éclaté la nuit du 16 au 17 juin dans les locaux administratifs du collège de La Roche, sur l'île de Maré. La rentrée y est désormais repoussé d'une semaine, « dans le meilleur des cas ».

16 juin 2024, veille de la rentrée scolaire. Incendie de l'école primaire dans le quartier de la Vallée du Tir (Nouméa) 16 juin 2024, veille de la rentrée scolaire. Incendie d'un bâtiment abritant le matos pédagogique du lycée Jean XXIII à Païta

Et pendant ce temps...

...des milliers de métropolitains s'enfuient de Kanaky, depuis la petite réouverture des vols commerciaux internationaux ;

... la Poste fait ses comptes, entre ses bureaux incendiés (quartiers de Logicooop, Magenta et Rivière-Salée) et ceux saccagés (à N'gée, Dumbéa nord, Koutio et Plum), tout en se demandant où continuer de stocker les 8 tonnes de courriers et colis à destination de l'archipel qui sont bloqués à Paris depuis plus d'un mois ;

... Prony Resources, qui exploite l'usine hydrométallurgique de transformation du nickel au Sud de l'archipel, a annoncé officiellement le 18 juin la mise au chômage partiel de ses milliers de travailleurs : l'insurrection qui a éclaté le 13 mai a en effet « entraîné l'arrêt total des opérations de notre complexe industriel et minier, en raison des risques pour la sécurité et des dommages aux infrastructures » (c'est-à-dire des sabotages déjà évoqués ici) ;

... Walles Kotra, un des premiers journalistes kanak à avoir occupé des fonctions importantes à la télévision (jusqu'à finir directeur de la chaîne publique locale Nouvelle-calédonie la 1ère de 2019 jusqu'à sa retraite en 2022), affiche son décalage passéiste avec les insurgé.es :

« Dans les communautés, beaucoup d'adultes ne comprennent pas que la jeunesse brûle tout, même les écoles ou les bâtiments religieux. Cette destruction tous azimuts ne ressemble pas à leur culture... Personne n'a fait attention au fait que Nouméa soit devenue la plus grande ville kanak de Nouvelle-Calédonie, où plusieurs générations sont présentes sans trouver leur place, tiraillées, presque déracinées, coupées des chefs, des responsables coutumiers, ou des mamans de la tribu. »
(Le Monde, 19/6) ;

* Note : ce n'est pas tout à fait vrai, puisque vu que la Nouvelle-Calédonie est en cessation de paiements, l'État français va verser une subvention de 51 millions d'euros à l'organisme calédonien (Cafat) qui va payer rétroactivement les allocations de chômage spécifique (partiel et total) sur la période de mai et de juin. Il s'agit du chômage engendré par la situation actuelle, soit « entre 7 000 et 10 000 salariés » et un peu plus de 1 000 entreprises, dont près de la moitié « sont détruites entre 50 et 100 % ». De plus, l'État s'est engagé à rembourser la moitié des salaires versés par la Province Sud (celle de Sonia Backlès) à ses 5 700 employés, soit 3,77 millions d'euros en mai. Tous ces chiffres donnent une petite idée de tout le fric que l'État français commence à déverser sur place, pour tenter de maintenir à flot une colonie mise en faillite par les insurgés kanak en six semaines.

... Sonia Backlès, ex-secrétaire d'État macroniste chargée de la Citoyenneté (2022-2023), présidente de l'assemblée de la province Sud et loyaliste acharnée, appelle au meurtre des révoltés et pleure sur la faillite de son cher Caillou : « La France ne peut pas se laisser mettre en échec par des petits insurgés. On a l'impression que l'État s'empêche de répondre de manière proportionnée. Quand on se fait tirer dessus à l'arme lourde sur un hélicoptère Puma, est-ce normal de repartir comme on est venu ?... Dans les faits, les indépendantistes radicaux visent les populations non kanakes comme les nazis visaient les juifs... La Nouvelle-Calédonie est en faillite totale au niveau des collectivités, du système électrique ou encore de protection sociale. La société Énercal (distributeur d'électricité) ne peut plus payer ses bateaux de fioul à partir du mois de juin. Le Ruam (la Sécu) ne peut déjà pas payer le chômage partiel *. Nous avons un mois de durée de vie. Au-delà, nous ne serons plus capables de payer les salaires des fonctionnaires. Si l'État ne vient pas à notre secours, il n'y aura plus de Nouvelle-Calédonie française. » (Le Point, 20/6) ;

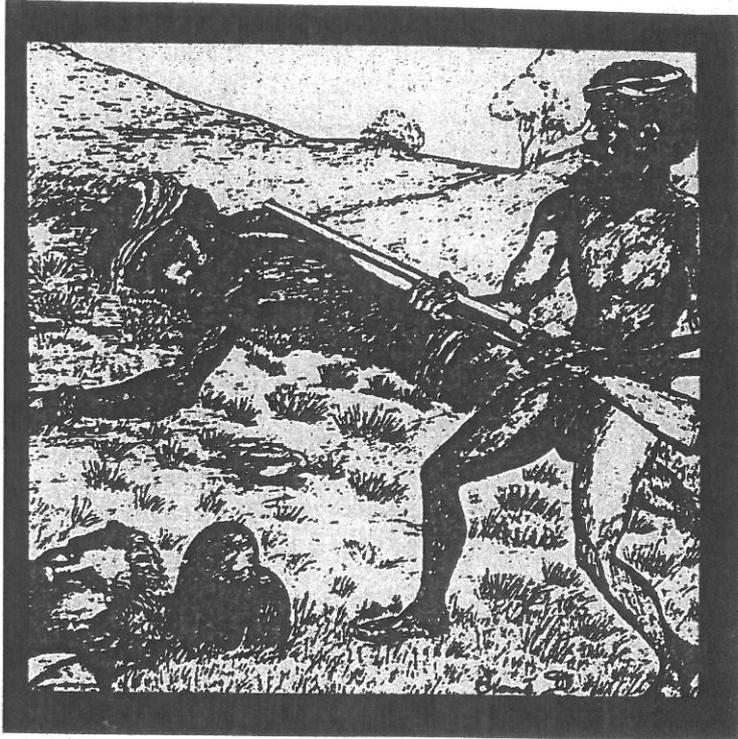
... il paraît que les élections législatives se dérouleront aussi en Kanaky dans trois semaines. On vous passe ici toute la tambouille politicienne locale, en se contentant d'une petite note d'ambiance relevée dans la bouche d'un des deux députés macronistes de l'archipel : « On a de telles difficultés que le Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie, l'équivalent de la préfecture, nous dit qu'il ne prendra pas en charge la distribution des professions de foi ou l'édition des affiches. Il n'y aura pas forcément non plus de panneaux publicitaires car la commune de Nouméa a peur que les panneaux se retrouvent dans la rue pour faire des barrages » (France24, 19/6).

Plus que jamais, la solidarité active reste nécessaire avec de jeunes insurgés kanak qui refusent de céder, tant aux pressions des organisations politiques qu'à un écrasement promis par l'armada de l'État français. Et qui continuent aussi à démolir bout par bout l'économie et les structures institutionnelles dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas, quoi qu'en disent les partisans d'un rapport au monde univoque, en l'occurrence capitaliste, colonial et écocide.

Jun 2024. L'école des Pervenches, dans le quartier des Portes-de-Fer (Nouméa)

[Synthèse de la presse locale et pas que, 20 juin 2024]

Comment ne pas ressentir un violent sentiment de haine devant les ignominies étalées par les médias au lendemain du massacre d'Ouvéa ? Jappements satisfaits de la soldatesque, prenant la pose devant les cadavres comme à un safari, larmes de crocodile des démocrates moralisateurs, trop contents que des martyrs leur permettent une fois encore de sortir de leur trou à rats, rien n'a manqué au répugnant spectacle politique. Ils se croient revenus aux beaux jours de l'Empire colonial, tous ces vampires ! Quelle dérision, s'il n'y avait eu tous ces morts et toutes ces tortures. A chaque crise coloniale, la civilisation moderne révèle au grand jour ce qui la fonde : la barbarie de la marchandise et de l'État.



KAMO !



Précision pour la deuxième édition
 Bien que je sois le rédacteur de la brochure, elle n'aurait pas pu voir le jour sans les conversations que j'ai eues à de multiples reprises avec des révolutionnaires d'origine mélanésienne.

Depuis plus d'un siècle, les Mélanésiens goûtent les charmes de la mission civilisatrice de la France. Bien sûr, les sociétés pré-coloniales en Mélanésie étaient loin d'être des paradis naturels. La France a affermi sa domination en s'appuyant sur les rivalités de prestige au sein et entre les clans. Elle a utilisé les ambitions de certains chefs de clan pour s'en faire des auxiliaires contre ceux qui refusaient la soumission. Ces clans étaient des communautés de plusieurs familles, fondées sur le mariage exogamique et patrilocal. Issu en principe d'un même ancêtre mythique, surgi d'un tertre, le clan se consolidait souvent par les guerres et les adoptions. A la mort du chef de famille, le droit de jouissance du sol familial se transmettait à ses descendants, sous l'autorité du fils aîné. Coutume qui s'apparentait plutôt à un droit d'usage qu'à un droit d'héritage : la parcelle n'appartenait à la famille que dans la mesure où elle la cultivait, en collaboration avec d'autres familles. Don et contre-don restaient la base des échanges. Le chef de clan lui-même ne pouvait s'y soustraire. Sans droit de propriété sur les terres des familles, il occupait pourtant déjà une position dominante. Il était le « maître de la parole », personnifiant toute la vie passée et présente du clan, gérant les terres vacantes, organisant les relations avec les étrangers et décidant de la guerre et de la paix. Mais, en dépit de toute cette hiérarchie clanique, centrée autour du chef coutumier mâle, l'esprit du « kamo » mélanésien restait actif. C'est au nom du « kamo » que les Mélanésiens rejetaient, et rejettent encore, l'idée d'un monde domestiqué, dans lequel les êtres vivants, les hommes comme les autres êtres de la nature, sont réduits à l'état d'objets inertes.

La France ne pouvait que combattre implacablement ces entraves à l'accumulation du capital : l'absence de rente foncière, le refus des activités productives qui épuisent la terre et les hommes, l'esprit de fête et les relations humaines fondées sur la réciprocité. Le mythe du mauvais sauvage, inculqué et étranger à l'histoire humaine parce que sans État, justifiait la férocité de la conquête. Expropriation de la terre ancestrale au profit des colons ; saccage des forêts et des jardins par l'élevage extensif et la recherche de nickel ; interdiction des échanges coutumiers entre les îles du Pacifique Sud pour favoriser le commerce de traite ; déportation des clans dans des réserves et regroupement artificiel en tribu ; obligation de payer l'impôt de capitation et d'effectuer les corvées sous le contrôle de l'armée et de la chefferie de tribu mise en place par l'administration ; extermination des nombreux rebelles par les armes ; abêtissement des rares survivants désespérés par l'alcool et le christianisme ; toute la violence concentrée de l'État fut employée pour disloquer les antiques communautés mélanésiennes et faire pénétrer les dieux modernes de la civilisation : les marchandises et l'argent. C'est cette même bourgeoisie républicaine qui ose s'indigner vertueusement des horreurs des régimes fascistes en Europe. Elle leur reproche essentiellement d'avoir appliqué à des civilisés les procédés de « solution finale » qu'elle utilise depuis toujours sur les sauvages.

Fanatique de la centralisation forcenée de l'État, la bourgeoisie française a toujours compté sur la force brutale pour compenser la débilité de sa base sociale contre ses concurrents anglo-saxons et la faiblesse de ses investissements de capitaux aux colonies. D'où son acharnement à défendre ses annexions et à rejeter toute intégration politique des indigènes. A défaut de pouvoir les exterminer tous, il suffisait de les laisser crever à petit feu dans les réserves, encadrés par le gendarme, le missionnaire et le chef de tribu. Illusion typique du beauf en casque colonial. Celui qui est atteint de cette maladie pernicieuse, bien française, du crétinisme politique devient sourd et aveugle, imperméable à la réalité la plus aveuglante. Le Code de l'indigénat est sa Bible. Pour les Caldoches, ce monde glauque de petits bourgeois coloniaux de Nouméa ou de la brousse, les réserves n'existent pas. Tout cela donne à la colonisation française son cachet parasitaire. Elle avilit bien plus le maître que l'esclave. La civilisation du Caldoche, comme tout autre colon de vieille souche, est avant tout l'art de se dégrader soi-même. Les coups de trique sur le dos du boy, l'avachissement par le bordel, le célèbre cocktail colonial « quinine-whisky » et le tennis forment toute sa sagesse.

Pour ce beau monde, les explosions sociales de ces dernières années ont éclaté comme un cyclone sous les tropiques. Les hurlements haineux contre les terroristes kanaks payés par l'étranger, écho amplifié du délire étatique de métropole, se sont déchaînés. Comme s'il s'agissait simplement d'une violence politique ! En réalité, les fusillades contre les gendarmes, les incendies de fermes et les autres formes de sabotage sont l'expression d'un profond mouvement social qui mûrit en Calédonie depuis longtemps.

Depuis des décennies, les Mélanésiens de la Grande Terre et des îles ont su utiliser les contradictions de la colonisation française pour reconstituer leurs forces saignées à blanc. La guerre du Pacifique, pendant laquelle tous leurs ennemis s'entre-tuèrent et s'affaiblirent, leur fut favorable, malgré l'occupation américaine de l'archipel. Dès la Libération, devant la déliquescence des Caldoches, l'État français prit des mesures d'urgence : « Refaire du Blanc en Calédonie », octroyer la citoyenneté française aux Kanaks et supprimer le Code de l'indigénat. Au moment de la décolonisation gaulliste de l'Afrique et du « boom du nickel », la nécessité de généraliser les rapports monétaires et le besoin de calmer les « indigènes » firent surgir le grand plan d'État sur la valorisation des réserves. Dans l'esprit de ses auteurs, ce plan devait achever la destruction des échanges fondés sur la réciprocité, accélérer la polarisation des Mélanésiens en classes et permettre l'expropriation définitive des terres des « tribus » au profit de propriétaires privés, étrangers ou kanaks déjà assimilés. L'idée de créer de toutes pièces, par décret et injection de crédit, une classe de petits propriétaires fonciers ne pouvait naître que dans le cerveau de bureaucrates parisiens.

Ces gens vivent dans un monde totalement réifié celui de l'économie politique. Ils ont oublié un seul détail : l'esprit du « kamo » toujours présent, hostile à la propriété privée. Les « exclus » ont fait des réserves des foyers de résistance à la pénétration du capital. Grande est la misère sociale en leur sein. Ils sont souvent obligés de se salarier, au moins temporairement, pour survivre. Ils n'échappent pas au besoin d'argent. Mais ils sont loin de la situation misérable que nous connaissons dans les pays civilisés : la soumission à ce besoin comme une nécessité fatale à laquelle il est impossible d'échapper sous peine de périr. C'est pourquoi, ils retournent contre l'État les mesures libérales grâce auxquelles il espère les calmer. Celles-ci n'intéressent que les notables canaques, éleveurs, commerçants, missionnaires, fonctionnaires, etc. La résistance au travail est telle que la société « Le Nickel » doit faire appel à la main d'œuvre étrangère, a priori plus docile, d'origine indonésienne, vietnamienne et métropolitaine. Mais la lutte se concentre autour de la question de la terre : occupations de parcelles de propriétaires absentéistes et de spéculateurs ; opposition aux expropriations ; refus des cultures intensives de café et reprise des cultures vivrières ; incendies des stations d'élevage et grèves dans les fermes de broussards ; destruction des hôtels touristiques installés sur les terres sacrées et reprise des rassemblements coutumiers sur leur sol ; interdiction pour la gendarmerie, les fonctionnaires et de façon générale pour les Caldoches et les Canaques intégrés de pénétrer dans les réserves ; voilà l'activité des rebelles mélanésiens qui surgit de leur vie de tous les jours. Le fantasme du complot terroriste sert seulement à justifier la répression sauvage de l'État.



Cette rébellion se fait souvent au nom du « rétablissement des clans dans leurs droits ». Dans la mesure où cela implique la destruction des relations bourgeoises de propriété qui se sont constituées par l'expropriation des terres ancestrales, on ne peut être que d'accord. Mais exiger de jouir d'une parcelle sous prétexte que l'on est le descendant d'un ancêtre, plus ou moins imaginaire, c'est jouer avec le feu : le droit d'héritage. A ma connaissance, il y a déjà eu pas mal de conflits entre héritiers autour du partage des sols. C'est une entrave à la suppression de toute forme de propriété. Quoi qu'il en soit, beaucoup de Mélanésiens veulent se battre contre ce monde, sans se replier sur eux-mêmes. Plus d'un siècle d'histoire coloniale est passée par là. L'absence de critique envers le passé pré-colonial est surtout le fait des vieux. Les jeunes remettent en cause bien des coutumes pesantes des clans. Toute communauté tend à subordonner les individus à des règles communes figées, à maintenir la coutume pour la coutume même lorsque les conditions historiques qui lui donnent un sens ont disparu. Ces rebelles veulent briser l'apartheid social qui les étouffe, en puisant dans leur passé ce qui est nécessaire pour vivifier leur lutte présente contre la puissance qui les écrase. Je suis le dernier à le leur reprocher.

Je crains que cette révolte ne reste prisonnière de la situation qui l'a engendrée : l'opposition des Caldoches à toute réforme, économique et politique, qui lèse leurs intérêts particuliers, très liés à l'actuel système colonial. Pourtant, l'intérêt général de l'État français exige la modernisation de ce système archaïque pour étouffer les foyers d'explosions. Les gérants politiques les plus en pointe du capital l'ont bien compris. Il est nécessaire de lâcher du lest : autonomie, voire indépendance. C'est à ce prix que « la France peut jouer son rôle dans le Pacifique Sud », d'après Pisani. Cela s'est déjà vu en Mélanésie. Des mouvements sociaux, parfois très violents, comme les émeutes en Papouasie, se sont réduits à des mouvements politiques lorsque la puissance colonisatrice a réalisé les réformes nécessaires. Pas mal de colons y perdent des plumes. Mais le capital, comme force sociale universelle, y gagne momentanément.

Les Mélanésiens, longtemps exclus de l'histoire officielle de ce monde, veulent se réapproprier leur propre histoire, la créer sans s'y enfermer. Ils sentent l'importance de dépasser les antiques antagonismes et de réaliser leur unité contre l'ennemi commun : la France. Mais leur grande illusion sur « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » n'exprime que l'aliénation de ce désir, le besoin d'une existence politique. Un citoyen est un animal politique domestiqué. Est-ce le but d'un fier et libre « kamo » ? L'enfermement dans les frontières de « l'identité kanake », en se coupant de son histoire et de celle des autres hommes qui luttent contre ce monde ? Les insurrections primitives des clans gardaient peut-être une certaine étroitesse d'esprit. Au moins, elles étaient indifférentes à toute revendication politique. Il serait grave, sous prétexte d'en critiquer les faiblesses, d'oublier ce qui faisait leur force. L'idée même de la « Kanaky » est le résultat de l'histoire coloniale de la Mélanésie, acceptée sans esprit critique. Le terme de « Kanak » n'est pas d'origine mélanésienne, mais polynésienne. C'est une invention de missionnaires. Autrefois, il était rejeté par les rebelles comme l'insulte méprisante du colonisateur à l'égard des « indigènes ». Maintenant, leurs descendants l'acceptent comme symbole de leur « identité nationale ». Exiger la « souveraineté du peuple kanak », c'est en réalité reconnaître le fait accompli, ne pas le remettre en cause dans son fondement et finalement s'en accommoder.

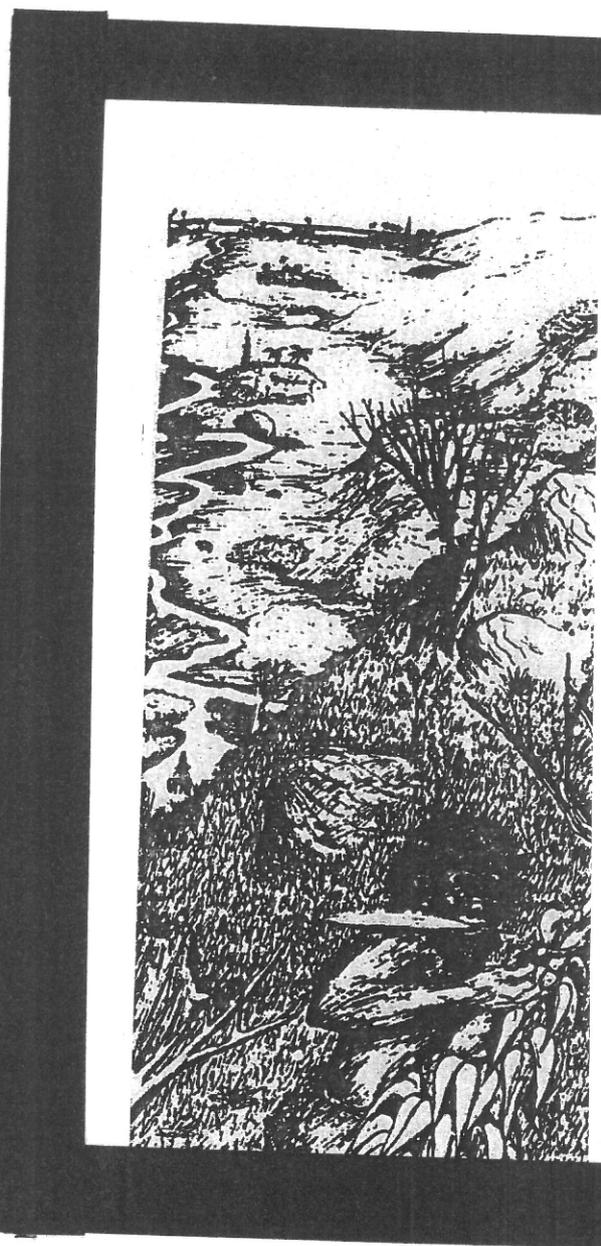


Par l'annexion et le partage des îles du Pacifique Sud, les États européens concurrents ont malgré eux déblayé le terrain pour la formation d'États locaux. Pour consolider leur domination, ils ont disloqué tous les antiques échanges coutumiers et introduit les échanges marchands modernes. De ce fait ils ont favorisé l'émergence d'une bourgeoisie indigène qui veut se libérer de leur pesante tutelle. Le FLNKS est le représentant politique de cette tendance sociale bourgeoise, visant à la création d'un État national. L'État issu d'une décolonisation ne résout jamais les problèmes, sociaux ou politiques, légués par le colonisateur. Il est l'exécuteur testamentaire de son gâchis qu'il doit gérer. Dès que l'on passe de l'abstraction « souveraineté du peuple », cet illusoire dépassement des conflits de classe, à sa réalisation concrète, tous les problèmes oubliés et refoulés remontent à la surface : tensions frontalières, etc. De la liberté proclamée, il ne reste que des libertés politiques. Comme le dit le président du FLNKS, Tjibaou : « Pour un petit pays comme le nôtre, l'indépendance, c'est de bien calculer les interdépendances. » C'est la liberté de se soumettre aux impératifs du marché mondial, indépendamment de tel ou tel protecteur. Belle liberté que de choisir son maître !



K A M O !

Les notables du FLNKS savent bien qu'il est impossible de soutenir l'enthousiasme de leurs troupes pour la présente « cause du peuple kanak » sans jouer avec la nostalgie à l'égard du passé pré-colonial. Le mythe du bon sauvage a déjà servi de base au travail des pasteurs et des curés lors de la conquête : apaiser l'âme tourmentée de « l'indigène » par la promesse du retour au paradis originel dans un monde meilleur. Aujourd'hui, tous les gestionnaires modernistes du boubier calédonien sont soulevés d'enthousiasme par ces visions moralisatrices. Le plus archaïque est en même temps le plus moderne. Politiciens éclairés, syndicalistes, ethnologues, philosophes missionnaires et autres philanthropes « amis du peuple kanak » ne tarissent pas d'éloges sur les vertus naturelles de la vie clanique. Il s'agit de « combiner tradition et modernité », c'est-à-dire d'utiliser tout ce qui peut l'être pour maintenir la domination du capital. L'apologie du passé est maintenant devenue une condition de la présente modernisation en Calédonie.



En faisant rêver les rebelles sur ce tableau idyllique, ces gens espèrent sans doute leur faire oublier les antagonismes qui opposent les Mélanésiens entre eux. En effet, tous les objectifs des managers du FLNKS, et de leurs groupies post-modernistes en France, se réduisent à la gestion des sacro-saintes « forces productives » du capital, du café au nickel. La référence aux communautés claniques est là pour amuser la galerie. La forme des rapports sociaux est « kanake ». Le contenu, c'est le capital. L'État national devra toucher une rente foncière provenant des profits des capitaux, étrangers ou locaux, investis dans le sol et le sous-sol. Quelques mots blessants comme celui de réserve seront rayés du vocabulaire. A la place, il y aura des coopératives de production et de consommation de marchandises. Pour le reste, on occupera les gens avec « la revalorisation des valeurs culturelles kanakes ». La folklorisation du mythe, l'achèvement de sa séparation comme culture marchande à usage du Club Méditerranée, devra permettre, peut-être, de consoler les révoltés d'avoir tiré les marrons du feu pour les bourgeois canaques. L'État national ne peut s'affirmer sans nier totalement l'esprit du « kamo ».

Même si la France n'est plus une grande puissance, les traditions de ses morts pèsent lourd sur le cerveau de ses enfants. Le mépris paternaliste à l'égard des populations colonisées par ses soins tourne encore à l'hystérie chauvine, lorsqu'elles font mine de se révolter. La mentalité caldoche est un concentré de celle des beaux métropolitains. Délirer sur les coutumes plus ou moins barbares des Mélanésiens, c'est justement la coutume des petits Blancs en France. Ces gens créent eux-mêmes leur propre situation misérable. Ils ne peuvent se l'avouer. Ils ont besoin de boucs émissaires. Ils se valorisent à leurs propres yeux en s'identifiant aux exploits coloniaux de l'État. Exploits pourtant peu héroïques ! Des commandos de choc, armés jusqu'aux dents, se jettent sur une poignée de rebelles.



Mais le peuple français veut vivre en paix dans ses foyers. C'est pourquoi la machine d'État déclare en son nom la guerre à ceux qui troublent la sérénité de la vie privée, à Paris comme Nouméa. Sécurité oblige. Aujourd'hui, la plupart des gens ne demandent qu'une seule chose : la résolution des questions publiques angoissantes par dessus leur crâne. Ils ne veulent surtout pas lever le nez de leur travail et de leurs loisirs bien programmés. Là-haut, dans les nuages du pouvoir d'État, on pense et on agit pour eux. Il existe des spécialistes de la gestion des sales affaires. Ils ont voté pour ça. Le reste ne les concerne pas. A défaut d'un grand enthousiasme patriotique, le pouvoir d'État peut compter sur une veule complicité de la masse des citoyens. Cela lui suffit bien pour le moment. Il peut donc faire preuve du plus grand cynisme politique. En qualité de pseudo-médiateur des conflits, placé au-dessus de la société, il envoie des « missions de conciliation » en Nouvelle-Calédonie. Les phrases ronflantes sur la nécessité de la démocratie se réalisent en fait par l'état de siège le plus rigoureux : un Français en uniforme pour cinq Mélanésiens, enfants, femmes et vieillards compris ! Quelle malheureuse époque de repli sur soi, d'indifférence et d'impuissance générale ! A part quelques exceptions, les individus semblent avoir perdu tout ressort. Ce sont les mêmes adeptes de la politique de l'autruche qui taxent de « politique » les moindres tentatives de dépasser la débilité journalière. Pauvres Mélanésiens ! Pauvres de nous !

Il n'en reste pas moins vrai que la tentative de réchauffer l'idéologie du soutien à la lutte de libération nationale est vouée à l'échec. Elle a fait faillite depuis longtemps. Elle pouvait exister à l'époque où la politique prétendait dominer despotiquement l'ensemble de la vie sociale. J'ai trop connu cette époque de grandes guerres nationales, de l'Algérie au Vietnam en passant par la Palestine, pour avoir envie de la revivre, de rejouer le rôle de l'activiste politique. L'aliénation politique s'est réalisée jusqu'au bout. Il en résulte une sorte de gestion des affaires courantes, un possibilisme politique modernisé pour managers. Je laisse donc les appels solennels au peuple français, et les cérémonies rituelles dans les rues de Paris qui en découlent, aux Tijibaou et aux héritiers de Sartre. Ces derniers se sentent si nuls qu'ils recherchent sans cesse une puissance extérieure pour justifier leur rôle de souteneurs professionnels. Quand on cherche des causes à soutenir, on finit par en trouver, quitte à s'illusionner sur elles. La faiblesse puise toujours sa force dans la croyance au mirage démocratique. Quant à moi, je n'ai aucune cause à défendre. Partons de nos propres désirs et besoins de révolte. Nous pourrions alors nous rapprocher de ceux qui combattent notre ennemi commun : le capital, qu'il soit français, canaque ou de toute autre nationalité. ■

Tout ici déracine l'être de lui-même ; le silence profond, la solitude où la pensée frappe de ses ailes les sommets tourmentés des montagnes ; tout cela vous emporte loin, bien loin de votre existence.

Rien n'est beau comme la mer, si ce n'est le cyclone.

Le ciel et la terre sont unis dans la même nuit, traversée d'éclairs, pleine du bruit des vents et des flots.

Il est possible que des émiettements et des émergences d'îles aient lieu dans ces tourmentes. Peut-être en venons-nous ?

Qui sait !

Nous avons vu deux cyclones ; l'un de nuit, c'était le plus grand ; l'autre de jour, il fut plus terrible mais d'un aspect moins dramatique.

Tous deux ont été précédés dès la veille, au lever et au coucher du soleil, de nuages rouges mêlés à d'énormes nuages noirs, ils flottaient ensemble, tantôt le rouge faisant une lueur d'aurore sur le noir, tantôt le noir jetant un crêpe sur le rouge.

Puis, ils se sont frangés, estompés, mêlés et enfin tout est devenu noir.

Un grand silence, dans lequel on ne sentait pas un souffle d'air, se fait avant la tempête, pas une feuille ne bouge, pas un insecte ne vole.

Les animaux domestiques nous suivent inquiets.

Le baromètre descend toujours, le noir du ciel descend sur la mer.

C'est au milieu de ce calme immense que la tourmente éclate.

La mer ne mugit pas, elle rauque avec fureur.

Le vent nous enveloppe, frappant de grands coups d'ailes ; de tous les côtés, la pluie se verse pareille à une mer et rien n'arrête ni le vent, ni la pluie, ni les flots.

On ne voit plus rien que des griffes d'écume, blanches comme la neige, ayant le même aspect, énormes, montant sur les rochers, elles s'avancent sur le rivage comme si elles l'entraînaient au fond des flots.

Le

Tout à coup un immense éclair coup l'horizon et illumine un instant, tantôt il est rouge tantôt livide.

Au milieu de ce fracas, on entend de temps à autre un petit bruit, c'est un coin de la forêt où les arbres se brisent, un toit qui s'effondre, une brèche qui se forme dans un rocher, envoyant au gouffre ses débris.

La boussole est affolée, l'aiguille cherche, cherche, il y a une angoisse dans son tremblement, elle se soulève, elle plonge, elle semblait rester soulevée, quand l'eau embarquant par la fenêtre a tout renversé.

Le canon d'alarme tonne dans la rade, les navires y dansent sur les ancres . . .

Le premier cyclone dura toute une nuit, le second tout un jour, Nouméa souffrit beaucoup, et la presque île eût ses cases détruites comme par un bombardement.

On voyait au second, à Nouméa, de grands papillons d'un blanc d'argent volant dans la tourmente, c'étaient les feuilles de zinc des toitures que le vent emportait.

On est pris d'abord par la grandeur du spectacle, la nature déchainée y chante ses poèmes terribles.

Les vents, les flots, le tonnerre sont les bardes, ces jours-là.

Mais les navires perdus, la ruine, les malheurs pour tant de pauvres gens.

Pardonnez-moi, mes amis, si j'y pense en second lieu ; je suis une sauvage et le bardit de la tempête m'avait pris le cœur.

Le lendemain de ces orages, sur le rivage échanuré, sont des débris de toutes sortes.

La mer, profondément remuée, a entraîné des êtres qui y cachent leur existence.





Une fraîcheur printanière a succédé à la tourmente, la terre sort jeune de ce bain immense.

L'odeur de la mer est moins âcre, aucun nuage ne flotte au ciel, mais tout est brisé sur le rivage que les flots ont assiégé, aux arbres tordus pendent des branches tenant par un bout d'écorce comme des membres arrachés. Comment n'ont-ils pas été emportés tout à fait ? Le vent sans doute a ses caprices comme la foudre.

Des ravins nouveaux se sont creusés dans les montagnes, d'autres sont comblés.

Bien loin sur le rivage, sont jetés ensemble des plantes marines, des coquillages, des madrépores ; les uns morts dès longtemps, balayés du fond des flots, les autres morts d'hier ; il y a des épaves d'anciens naufrages, une branche de compas oxidée, tellement décomposée qu'une mousse s'y attache.

Vous savez les vers de V. Hugo :

Ah ! combien de marins, combien de capitaines
Qui sont partis joyeux pour des courses lointaines
Dans ce morne horizon se sont évanouis.
Combien ont disparu, dure et triste fortune
Dans une nuit sans fond, par une mer sans lune
Dans l'aveugle océan à jamais enfouis.

Une gelée rose, animée, qui n'a pas été jetée trop loin de la mer, a une palpitation.

Cette chose vit et survit à des êtres véritablement animés, elle s'allonge tantôt dans un sens tantôt dans un autre, sans avoir même de tentacules.

Qu'elle vive donc puisqu'elle le veut, qu'elle soit rejetée au flot !

Que de fucus ! il y en a d'énormes. Et que de sortes de vers ! quelques-uns ont des houppes de cils, d'autres ressemblent au bras des poulpes.

Les fucus les ont empêchés de retourner avec le flot.

Voilà des coquillages rugueux comme le rocher, si vieux que des plantes marines qui s'y étaient attachées sont pétrifiées.

Un peu de poussière rougeâtre est restée à l'abri entre les branches d'un arbre rompu, poussière d'infusoires ou de mondes.

En soulevant une pierre on découvre des sortes de choses, fleurs de coraux ou débris, ce sont des êtres qui s'y sont mis à l'abri ; parmi eux, un poulpe à demi mort ouvre son œil humain. Qu'il retourne donc aussi dans les flots ce monstre au regard étrange.

Des squelettes extérieurs, fermés comme des cuirasses, ayant au cou des dépressions qu'on dirait faites par le pouce d'un modelleur, sont épars sur les fucus ; le corps, le cou, tout tient ensemble, il n'y a que deux trous pour les yeux, ils sont un peu plus longs qu'une main ordinaire et à peu près de la même largeur.

Sur les squelettes très-anciens et d'un blanc un peu nacré, sont des rameaux pareils à ceux qu'on voit sur les vitres par la gelée. Eh bien oui, j'aime ce désert, et les cyclones, et la neige grise des sauterelles, la nature sauvage, les tribus sauvages.

Nous vivons la légende, la vieille légende terrible des misères et de l'ombre, et tout là bas à l'horizon, c'est l'aurore d'une ère nouvelle.

Les graminées, armées de barbes d'un brun violet, qui, deux fois par an, couvrent la brousse comme une moisson, sont couchées à terre, toutes les plantes ont dansé cette nuit dans les valse du vent.

Celle-là n'en secouera pas moins ses graines, elle est vivace.

Cette graminée vous enfonce des milliers de lances, elle empêche les colons d'élever des moutons. Eh bien ! il me semble que son épi, tout sauvage qu'il est, est plein de promesses..

Demandez aux savants ce qu'était l'herbe grande aïeule du froment, *l'agi-lops triticoides*, si on veut parler la langue barbare de la science, ce qui ne se peut je crois dans ce pays enfant.

« Faut-il avouer ? Ce sont mes amis noirs surtout que je regrette [...]. Oui, je les aimais et je les aime, et ceux qui m'accusaient, au temps de la révolte, de leur souhaiter la conquête de leur liberté avaient raison. La conquête de leur liberté ! Est-ce possible qu'ils aient donné de telles preuves d'intelligence et de courage. Qu'on en finisse avec la supériorité qui ne se manifeste que par la destruction ! Parmi les déportés, les uns prenaient parti pour les Canaques, les autres contre. Pour ma part, j'étais absolument pour eux. [...] Pendant l'insurrection canaque, par une nuit de tempête, j'entendis frapper à la porte de mon compartiment de la case : "Qui est là ?", demandais-je. "Taïau", répondit-on. Je reconnus la voix de nos Canaques apporteurs des vivres (taïau signifie ami) [...]. Ils venaient me dire adieu avant de s'en aller à la nage par la tempête rejoindre les leurs, "pour battre les méchants Blancs". Alors, cette écharpe rouge de la Commune que j'avais conservée à travers mille difficultés, je la partageai en deux et je la leur donnai en souvenir. »

Mémoires, Louise Michel

FILE PROLÉTAIRE⁷ N°398 | 1988

SEUL LE PROLETARIAT POURRA EN FINIR AVEC L'ORDRE COLONIAL ET IMPÉRIALISTE

L'existence d'une situation coloniale classique, d'un véritable apartheid économique et social, en Nouvelle-Calédonie et dans d'autres confettis coloniaux français, apparaît comme un anachronisme. Mais c'est sur cet apparent anachronisme que repose pourtant tout l'ordre impérialiste en Nouvelle-Calédonie comme dans les autres DOM-TOM, et il est illusoire de songer un instant que l'impérialisme, usant de vieilles formes coloniales d'oppression, pourrait satisfaire les revendications d'indépendance des populations d'origine, sous le seul "aiguillon" de la "raison démocratique".

Un Etat bourgeois s'accroche toujours désespérément aux privilèges qu'il possède sur d'autres nations et ne plie aux revendications des masses opprimées que contraint et forcé.

La France actuelle, dirigée par un président socialiste, est tout aussi féroce impérialiste que lors des guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie. Elle ne lâchera pas le nickel calédonien sans une lutte tenace et prolongée, comme elle n'a lâché le pétrole algérien qu'au bout de 8 ans de guerre et au prix d'un million de morts. Même une pseudo-indépendance ne peut lui être arrachée que par la force.

Les Kanaks, comme les populations indigènes des dernières colonies françaises, n'ont pu bénéficier du cycle des luttes d'émancipation nationales pour se libérer du joug colonial. Le rapport des forces, totalement en leur défaveur, les a contraint à une triste reddition. La bourgeoisie française et ses valets veut cyniquement faire ratifier cet écrasement par le "peuple français".

LES SQUATS DE NOUMÉA

La question de la réappropriation foncière dans le Sud tend pourtant être dépassée par une pratique qui se développe à Nouméa : les squats. En raison de la cherté des loyers et surtout du manque d'espace habitable (comment se résoudre à vivre dans des lieux exigus et bétonnés ?) et cultivable (la séparation entre espace d'habitation et espace de travail n'est pas accepté facilement), les Kanak ont pris l'habitude d'occuper les terrains vides. Si cette pratique à Nouméa n'est pas récente, elle s'est multipliée dans la décennie 1990. La population des cabanes ou des squats est aujourd'hui d'environ 7 000 personnes, soit 10 % de la population totale de Nouméa. Comme à la tribu, les règles de l'échange non-marchand se sont vite imposées et l'installation initiale se traduit par un don au plus ancien occupant tandis que les règles de fonctionnement sont collectives. Les squats « permettent, d'abord et surtout, la pratique d'une petite agriculture, dont la finalité est, comme partout en Océanie, autant sinon plus sociale qu'économique. Pour les squatters en effet, l'échange de produits vivriers au sein du quartier d'habitat spontané est destiné, d'abord, à assurer la cohésion des différents groupes, quitte parfois à transcender le clivage ethnique pour inclure dans le réseau d'échanges les voisins originaires d'archipels différents ».

Les squats sont en effet composés à 97 % d'occupants d'origine océanienne : environ 50 % de Kanak, 30 % de Wallisiens et 20 % de Vanuatais. C'est donc un lieu important de recompositions sociales entre prolétaires porteurs d'une culture non européenne. Ainsi, le clivage Kanak-Wallisiens longtemps attisé par les colons qui utilisaient ces derniers comme milice contre les indépendantistes ne joue plus dans ce contexte. Lorsque se constituent des fronts à la base dans les entreprises avec l'USTKE ou dans les squats de façon autogérée, les clivages ethniques parviennent à être dépassés avec un adversaire unique qui devient le patronat dans un cas, les propriétaires et l'Etat dans l'autre, sachant que tout ce petit monde colonial est lié par

des intérêts communs. Dorothee Dussy exprime ainsi leur opposition aux squatters : « Que des populations socialement défavorisées accèdent à un logement individuel doté d'un jardin situé en bord de mer et près du centre-ville choque pour le moins le sens des valeurs de cette population. Qui plus est, le squat est perçu comme une menace pesant sur principe même de la propriété privée, et au-delà, des fondements sociaux, et parfois aussi comme une mainmise inopportune des populations océaniques sur la ville, restée volontairement "blanche" pendant près d'un siècle ».

De fait, les tentatives de récupération sont à l'oeuvre. Un comité de soutien aux squatters s'est constitué en octobre 1992, composé des caritatifs du coin et avec le soutien implicite du Palika, toujours soucieux d'être implanté chez les jeunes et les urbains. Ce comité se charge d'organiser les squatters et de porter leurs revendications à la mairie et les pouvoirs publics concernant l'arrêt des expulsions (avec destruction au bulldozer des cabanes), l'adduction d'eau, l'électricité ou la réfection des chemins (particulièrement défoncés dans le squat de Nouville). En échange, le comité a persuadé les gens d'accepter un moratoire sur les installations de nouvelles personnes. Dès sa constitution, le CDSS (Comité de défense et de soutien aux squatters) se dote d'une charte dont les objectifs sont l'arrêt des destructions de cabanes, « la mise en place d'un programme de logement social dont les habitants actuels des cabanes seront les principaux bénéficiaires » et « une prise en compte des revendications coutumières kanak dans le Grand Nouméa ».

SUPPLÉMENT À COURANT ALTERNATIF⁷ N°79, MAI 1998

Il appartiendra demain au prolétariat de France de montrer qu'il n'est en rien partie prenante de l'oppression impérialiste et coloniale en entrant en lutte ouverte contre "son" capitalisme. Ce jour-là, toutes les forces et tous les partis qui se font les bateleurs du oui à l'impérialisme partageront le sort de la bourgeoisie. Et sous les ruines de l'ordre capitaliste le prolétariat international instaurera une société sans exploités ni exploités, sans nations ni oppressions nationales et coloniales.

D'ici là, les masses Kanaks souffriront encore du joug colonial. Et lorsqu'elles entreront à nouveau en lutte, quelque soit le sigle derrière lequel elles se mobiliseront, il leur faudra déchirer les accords de Matignon et écarter ceux qui les ont défendus.

Le seul allié sûr qu'elles peuvent trouver, le seul qui pourra leur donner une aide sans réserve parce qu'il ne sera plus enchaîné à l'impérialisme par les liens matériel et idéologique que maintien et défend l'opportunisme, sera le prolétariat révolutionnaire. La perspective de réapparition du prolétariat comme force agissante paraît sans doute lointaine aujourd'hui; elle est en tout cas bien plus réaliste que la perspective de voir l'impérialisme se réformer tout seul ou grâce à l'action des démocrates, des pacifistes ou autres progressistes petits-bourgeois.

Les événements de Nouvelle-Calédonie, comme tant d'autres exactions de l'impérialisme, sont un appel pressant à travailler en faveur de la reconstitution du prolétariat en classe, donc en parti.